

Étude des crédits

2023-2024

Conseil du statut de la femme

3 mai 2023



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
1	Voyages hors QC
2	Voyages en avion Conseil des ministres, cabinets et dirigeants d'organismes
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Conférences de presse, événements
5	Formation en communication
6	Contrats
7	Appels d'offres publics
8	Consultants externes
9	Développements informatiques
10	Hébergement de données
11	Dépenses de bureau et de frais de déplacement + congrès et formation
12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
13	Effectifs
14	Départ à la retraite
15	Baux
16	Actifs immobiliers excédentaires
17	Aménagement
18	Membres du Cabinet
19	Budget discrétionnaire
20	Personnel hors structure
21	Personnel en disponibilité
22	Occasionnels mis à pied
23	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
24	Abonnements
25	Billets de saison, loges, club privé
26	Sites Internet
27	Visites ministérielles et sous ministérielles
28	Adjoints parlementaires
29	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
30	Crédits périmés et gel de crédits
31	Revenus autonomes et tarification
32	Plan de réduction
33	Transferts du gouvernement fédéral
34	Primes au rendement et bonis - SCT
35	Primes au rendement et bonis - Cabinet
36	Primes de départ, allocation de transition
37	Augmentations de salaire
38	Reconduction des programmes existants
39	Initiative ou majoration programmes existants
40	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques
41	Taux d'absentéisme
42	Cotisation à des associations
43	Sondages
44	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet
45	Compensation Émissions de gaz à effet de serre
46	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
47	Plan d'action Personnes handicapées 2021-2024
48	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020
49	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022
50	Rapport CSDEPJ
51	Mesures de télétravail/travail à distance
52	Remboursement matériel télétravail
53	Soutien employés - santé mentale
54	Contrats McKinsey
55	Contrats - firmes consultation
56	Rémunération des stages
57	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre
58	Contrats - firmes consultation
59	Dépenses supplémentaires COVID-19
60	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
61	Amendes perçues 5 dernières années
62	Contrats sous-traitance
63	Services tarifés
64	Actifs possédés meubles et immeubles
65	Coûts de système
66	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
67	Demandes d'accès à l'information
68	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
69	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

Étude des crédits 2023-2024 Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

Étude des crédits 2023-2024			
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Étude des crédits 2023-2024			
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

Étude des crédits 2023-2024			
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)¶	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Question 1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun déplacement hors Québec.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023: a) les raisons du déplacement b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..
-------------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant: a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet du Conseil.

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas tenu de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).

Question 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Formations organisées par une firme externe ou une professionnelle ou un professionnel

2022-2023

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	COÛT
Groupe Contex inc.	Formation Médias sociaux - secteur public	645 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE
Almeida, Jade Eva	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 000 \$	400 \$
Anymals	Réalisation et production d'une vidéo informative en « motion design » sur le thème de l'hostilité en ligne d'une durée de 50 à 60 minutes.	6 380 \$	6 380 \$
Article 79 inc.	Services de veille parlementaire	5 000 \$	4 583 \$
Belmir, Maïté	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	1 280 \$
Bla bla rédaction	Révision linguistique de différents documents	14 006 \$	2 503 \$
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$
Cacciarella, Diane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	640 \$
Calla, Cécile	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	3 200 \$
Chuck & Co	Soutenir l'équipe de projet du Conseil dans la mise en œuvre du plan d'action visant l'intégration de la gestion documentaire dans l'outil SharePoint d'Office 365	7 000 \$	475 \$
Clermont Dion, Léa	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$
Demers, Lemay, Miriane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$
Demers, Lemay, Miriane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 280 \$
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$
Faucher, Éric	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 6	Suite
------------	-------

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$
Gournay, Amandine	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	640 \$
Groupe GID Design inc. - Phase 1	Élaboration d'une exposition itinérante soulignant le 50 ^e anniversaire de la fondation du Conseil du statut de la femme – Phase 1	6 500 \$	6 500 \$
Guéricolas-Gagné, Alice	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 280 \$
Guerro Dufour, Emma	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$
Langevin, Louise	Fournir une expertise dans le cadre de la réflexion portant sur la réforme des services de garde et l'hostilité en ligne	17 600 \$	525 \$
L'Effet Monstre inc.	Procéder à une analyse du site CSF et de ses trois outils de recherche afin de rendre le site performant et sa fonction recherche efficace et évolutive	24 500 \$	15 265 \$
Lefrançois, Marlène	Fournir des conseils stratégiques et agir comme chargée de projet pour l'organisation des activités du 50 ^e anniversaire du Conseil du statut de la femme en 2023	8 250 \$	3 993 \$
Léger Marketing	Sondage dans le cadre du mandat sur les services de garde confié au Conseil du statut de la femme par la ministre responsable de la Condition féminine	16 400 \$	16 400 \$
Mappin-Kasirer, Antonia	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$
Martin, Cédric	Réalisation de photographies destinées à illustrer les articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 000 \$	200 \$
Massicoli, Elisabeth	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	640 \$
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 920 \$
Moisan, Mylène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	800 \$
Morin, Nadia	Illustration d'éditions mensuelles pour la <i>Gazette des femmes</i>	9 600 \$	3 200 \$
Myre, Sabrina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	1 680 \$
Nantel, Mélina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$	2 560 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 6	Suite
------------	-------

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE
Pelchat, Catherine	Services d'une recherche dans le cadre du 50e anniversaire du Conseil du statut de la femme	14 625 \$	13 877 \$
Samii-Esfahani, Caroline	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$	640 \$
Sénécal, Patrice	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$
Services de transcription Janie Babin	Transcription d'entrevues unilingues (14 fichiers audios) d'une durée approximative de 75 minutes chacune	2 887 \$	1 141 \$
Souffrant, Kharoll-Ann	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$
Syn-Texte	Révision linguistique de différents documents	8 010 \$	1 725 \$
TechnoConseil inc.	Logiciel SharePoint (inonuagique)	4 942 \$	749 \$
Veeam Cloud	Services de sauvegarde de données en ligne	6 000 \$	4 157 \$
Villaba, Léa	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	640 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Conseil : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>.

Question 7

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun appel d'offre public.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du Conseil : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'année financière 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

Question 10

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Réponse :

Hébergement de données en infonuagique	
Coût réel	Pénalité
4 157 \$	0 \$

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

	Nature de la dépense	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	TOTAL
a	Photocopie		247\$	183 \$	253 \$	178 \$	152 \$	154 \$	320 \$	- 2 ⁱ \$	125 \$	222 \$	1 832 \$
b.	Mobilier de bureau ⁱⁱ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
c.	Ameublement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
d.	Décoration et embellissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
e.	Distributeur d'eau de source	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
f.	Remboursement des frais de transport	163 \$	128 \$	383 \$	210 \$	132 \$	35 \$	51 \$	175 \$	107 \$	70 \$	553 \$	2 007 \$
g.	Le remboursement des frais d'hébergement;	0	0	641 \$	233 \$	0	0	0	0	336 \$	0	0	1 210 \$
h.	Le remboursement des frais de repas	12 \$	0	59 \$	145 \$	0	0	0	-145 ⁱⁱⁱ \$	0	19 \$	61 \$	151 \$
i.	Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0	0	0	0	0	0 \$	0	0	0	0	0	0 \$
j.-I	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	0	190\$	999 \$	0	0	275 \$	645 \$	1 081 \$	336 \$	19 \$	380 \$	3 925 \$
j.-II	À l'extérieur du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$

ⁱ Le montant est négatif en raison d'un crédit au compte pour correction de facture du fournisseur.

ⁱⁱ On entend par mobilier de bureau, tout mobilier dont la valeur d'acquisition est supérieure à 1 000 \$ par unité, constituant ainsi un bien amortissable.

ⁱⁱⁱ Un crédit a été appliqué en raison d'une correction de compte, car la transaction devait être comptabilisée dans les dépenses de fonction.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) le coût d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

b.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
c.	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
d.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

Pour les sous questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 13

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- n) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- p) le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2022-2023;
- q) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région

Réponse :

Note : Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence la présidente du Conseil du statut de la femme.

a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	Suite
-------------	-------

Réponse :

d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13

Suite

Réponse :

k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) Nombre de postes par catégorie d'emploi et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

n) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2022-2023 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2022-2023.

q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région

10 postes vacants – Capitale Nationale.

10 ETC non comblés – Capitale Nationale

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 14	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024: a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-------------	--

Réponse :

- a) **Nombre de départs à la retraite**
- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) **Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**
- Un remplacement effectué au cours de cette période.
- c) **Nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024**
- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- d) **Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**
- Une personne retraitée a été engagée au cours de cette période.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

a.	Emplacement de la location	800, place D'Youville 3 ^e étage, Québec
b.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m ²
c.	Coût total de ladite location	356 782 \$
d.	Coûts d'aménagement et de rénovation	2 004 \$
e.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement Date d'échéance : 2026-10-31
f.	Propriétaire de l'espace loué	Placements EURO Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, au coût total de ladite location et au propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27) :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Renseignements généraux		Étude des crédits 2023-2024
Question 16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir:	
	a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun travail lié au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 18

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 19

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. g) les prévisions pour 2023-2024

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a aucun emploi hors structure.

Question 21

- Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 22

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);

b) par catégorie d'âge;

c) prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Aucun membre du personnel rémunéré par le Conseil n'est affecté à d'autres organismes publics, parapublics ou autres.

Question 24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande Ventiler le montant total par catégories.
-------------	--

Réponse :

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
Article 79	4 583 \$	Veille parlementaire quotidienne
Cairn	106 \$	Travail genre et société
Causette média SARL	98 \$	La causette
Centre justice et foi	40 \$	Relations (Enjeux sociaux et politiques)
Communication Arts	92 \$	Communications Arts
Communications Grenier	199 \$	Grenier aux nouvelles
Coopérative nationale de l'information indépendante	40 \$	Le Soleil
CreativePro Network	101 \$	CreativePro Magazine
Le Devoir	293 \$	Le Devoir
Érudit	121 \$	Nouvelles pratiques sociales
Érudit	121 \$	Recherches féministes
Harvard Business Publishing	207 \$	Harvard Business Review
Haute école de travail social et de la santé Lausanne	110 \$	Nouvelles questions féministes
Ms. Magazine	54 \$	Ms. (Féministe et libéral – Revue américaine)
Mishmash Média	60 \$	L'actualité
Publications Mass-Media Inc.	2 250 \$	Le Courrier parlementaire
RIBG - MTESS	3 800 \$	Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio
Premières en affaires	20 \$	Premières en affaires
TOTAL	12 295 \$	

Question 25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-------------	--

Réponse :

Billets	Coût
Frais d'inscription – Deux billets pour les déjeuners-causeries 2022-2023 de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec	2 079 \$
Total	2 079 \$

Question 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site. i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Réponse :

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.csf.gouv.qc.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	1 281,36 \$
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	15 265,00 \$
g)	LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATIONS DES NOMS DE DOMAINES	248,40 \$

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.gazettedesfemmes.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications (2011)
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut).
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Aucun
g)	LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DES NOMS DE DOMAINES	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut).

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 27

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;

le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Le Conseil n'a pas effectué de dépenses pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.

Question 28

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023:

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 29

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 30

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
-------------	--

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

Question 34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
-------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a versé aucun boni ni aucune prime au rendement.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2023-2024
Question	35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question 36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée.

Question 37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 38

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 39

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale en informatique est de 171 154 \$, au 28 février 2023.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- c) La sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2021-2022 et 2022-2023, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié de cet avantage.
-------------	---

Réponse :

Aucun paiement à des associations professionnelles et aucun remboursement de cotisation à un membre du personnel.

Question

43

- Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue ;
 - f) Les coûts.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme a réalisé un sondage dans le cadre du mandat sur les services de garde confié au Conseil du statut de la femme par la ministre responsable de la Condition féminine.

Firme retenue	Coûts
Léger Marketing	16 400\$

Question 44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
------------------------	--

Réponse :

- a) Aucune dépense réalisée dans les médias communautaires.
- b) **100 %** des dépenses publicitaires ont été réalisées sur Internet et les médias sociaux :
Total publicité Internet et médias sociaux = **1 139,03\$**

Question 45

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas de dépense visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 46	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.
-------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a investi aucune somme en ce sens.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site internet du Conseil à l'adresse <https://csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Plan-action-de-developpement-durable-2022-2023.pdf>

Question 49	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
-------------	--

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

Question 50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme:

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Question 52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)
-------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femmes n'a dépensé aucune somme pour l'acquisition de matériel pour fins de télétravail.

Question **53**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023:
a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a dépensé aucune somme en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse suivante : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **54**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **55**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 56	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun stagiaire.

Question **57**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question 58

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question 59

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2023-2024
Question 60		Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42 ^e législature.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
-------------	---

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **62**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question 63	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
-------------	--

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2023-2024
Question 64		Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse :

La valeur des actifs nets provient du système comptable SAGIR au 28 février 2023 est de 28 499,02 \$

Renseignements généraux		Étude des crédits 2023-2024
Question 65		Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 66

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 67	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2021-2022 et en 2022-2023: a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2022-2023
Question 68	Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question 69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
-------------	---

Réponse :

Aucun comité n’a été formé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
1^{ER} GROUPE D'OPPOSITION
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{ÈRE} OPPOSITION – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC
TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
56	Rencontres du bureau de la présidence
57	Effectifs par région
58	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
59	Mandats confiés au CSF
60	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
61	Comités sur lesquels siège le CSF
62	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF
63	Accès à l'information

Question 56	Concernant le bureau de la présidence du CSF : a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents; b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements; d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
------------------------	--

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.gc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 57	Concernant le Conseil du statut de la femme, pour la dernière année financière : a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ; b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ; c) liste des avis remis au gouvernement.
-------------	--

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

b) REGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES*	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL**
Capitale-Nationale	2	16	6	1	25
Total	2	16	6	1	25

* Incluant une professionnelle occasionnelle

** Excluant la présidente

c) Budget alloué, ventilé par grandes catégories

Relations internationales et Francophonie					
PROGRAMME 3 Condition féminine					
(en milliers de dollars)					
Éléments	Budget de dépenses 2023-2024	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2023-2024	Crédits 2022-2023
1. Conseil du statut de la femme	3 613,0	15,0	17,8	3 615,8	3 534,9
2. Secrétariat à la condition féminine	25 652,2	5,0	10,0	25 657,2	25 038,8
	29 265,2	20,0	27,8	29 273,0	28 573,7
Crédits à voter				29 273,0	28 573,7
Ce programme vise à assurer l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes par la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre l'homophobie et la transphobie.					

Ventilation par supercatégorie (en milliers de dollars)					
	Éléments		2023-2024	2022-2023	
	1	2			
Budget de dépenses					
Rémunération	2 619,9	4 213,9	6 833,8	6 269,0	
Fonctionnement	993,1	644,8	1 637,9	1 573,5	
Transfert	-	20 793,5	20 793,5	20 715,9	
	3 613,0	25 652,2	29 265,2	28 558,4	
Budget d'investissements					
Immobilisations tangibles	5,0	3,0	8,0	8,0	
Immobilisations en ressources informationnelles	12,8	7,0	19,8	27,3	
	17,8	10,0	27,8	35,3	

d) Liste des avis remis au gouvernement

Voir la réponse à la question 60 pour la liste des documents produits par le Conseil.

Question 58	Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2022-2023.
-------------	---

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 59	Liste de tous les mandats confiés au CSF depuis le 1 ^{er} avril 2022.
-------------	--

Réponse :

Mandat confié au CSF par la ministre responsable de la Condition féminine :

- Examiner les répercussions de la pénurie de place en service de garde sur les femmes.

Question **60**

Fournir, pour 2022-2023, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

b) Mémoires

- Mémoire sur le projet de loi n° 12 - *Loi portant sur la réforme du droit de la famille et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui*
- Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec

c) Études

- Portrait des Québécoises – Édition 2022 – Famille
- Étude Grossesses pour autrui : état de la situation au Québec
- Étude Femmes et sport : constats et enjeux
- Étude hostilité en ligne envers les femmes

d) Communications publiques

- Éditions numériques
 - L'égalité à cœur – Un Québec fier de ses valeurs – 50^e anniversaire du Conseil du statut de la femme, dossier spécial sur l'engagement des neuf présidentes du CSF depuis 1973. 8 mars 2023 Journée internationale des droits des femmes
 - Hostilité en ligne envers les femmes – édition spéciale pour les Journées d'action contre les violences faites aux femmes
 - Le grand dossier Les femmes et la pandémie – mise à jour en continu, selon actualité et disponibilités des données présentes – en 22-23 publications de cinq nouvelles analyses.
- Quiz
 - Les menstruations en sept questions
- Stratégie numérique multiplateforme
 - Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- Magazine Gazette des femmes (GF)
 - o 9 éditions thématiques comprenant :
 - 9 mots de la rédaction
 - 9 illustrations
 - 43 articles
 - 5 chroniques
 - 6 « Cinq questions »

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Q uestion 61	Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2022-2023.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2022-2023:

- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Comité aviseur de l'Observatoire québécois des inégalités
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité consultatif du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse Casgrain 2022
- Comité de suivi de l'action 4 du Plan d'action en matière d'intimidation et de cyberintimidation (MFA)
- Comité scientifique - sondage sur les obstacles à l'accès des postes de cadres de la fonction publique québécoise
- Comité de sélection de projets visant à contrer le harcèlement psychologique en milieu de travail
- Comité de révision de la grille d'évaluation des manuels scolaires (MEQ)
- Comité parité (PAEE) de la CDPDJ
- Comité de suivi de l'action sur l'hostilité en ligne visant les femmes
- Table de concertation interministérielle en commémoration

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 62

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NBR. PART.	LIEU	Coût TOTAL
Cyberimpact	Cyberimpact	3	Virtuel	0
Gestion hybride : adapter ses pratiques à la nouvelle réalité	Versalys - MEQ	1	Virtuel	0
Avenir de la Francophonie : modernité et pertinence par Louise Mushikiwabo	Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	1	Virtuel	40 \$
Formation cheffe d'équipe	École nationale d'administration publique (ENAP)	1	Virtuel	0
Pénurie de main-d'œuvre : l'occasion de repenser le service public?	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	0
Université féministe d'été	Université Laval	3	Virtuel	150 \$
Colloque - Parité et démocratie au municipal : l'une ne va pas sans l'autre!	Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)	1	Centre des congrès de Lévis	65 \$
Formation obligatoire sur la cyberdéfense	Brio	6	Virtuel	0
Formation à la rédaction épïcène	Office québécois de la langue française (OQLF)	1	Virtuel	0
Partage équitable des responsabilités familiales : Les défis des mères au foyer, travailleuses autonomes et aux horaires atypiques	Université d'Ottawa	1	Virtuel	0
Préparation à la retraite (PIPR)	Centre de service scolaire de la Capitale	3	Virtuel	900 \$
Webinaire - Travail hybride : comment mobiliser son équipe	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	275 \$
Médias sociaux - secteur public Optimisez vos messages et votre portée : utilisez les bonnes plateformes au bon moment	Événement Les affaires	1	Virtuel	645 \$

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question	62	Suite
----------	----	-------

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NBR. PART.	LIEU	Coût TOTAL
Partage équitable des responsabilités familiales : les défis pour les mères étudiantes et professeures d'université	Université d'Ottawa	1	Virtuel	0
Formation sur la sécurité psychologique	Secrétariat au Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Atelier de sensibilisation à la violence conjugale	Secrétariat au Conseil du trésor (SCT)	3	Virtuel	0
Les différents courants féministes	Francine Descarries	16	Virtuel	0
Congrès des professionnels-les de l'information	Fédération des milieux documentaire (FDM)	1	Centre Mont-Royal, Montréal	345 \$
Webinaire - Intelligence artificielle : enjeux et bénéfices pour une organisation publique	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	0
Partage équitable des responsabilités familiales : les défis pour les mères élues	Université d'Ottawa	1	Virtuel	0
Briser le silence sur les violences obstétricales et gynécologiques : documenter les discriminations sexistes	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1	Virtuel	0
Webinaire - Innovation : une culture à instaurer dans les administrations publiques	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	275 \$
Formation éthique (sécurité psychologique)	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	22	Virtuel	0
Introduction à la Solution de dotation en ligne	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Le procès du sexisme	Haut Conseil à l'égalité (HCE)	1	Virtuel	0
Introduction à la Solution gouvernementale d'informatisation des examens (SGIE)	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 62	Suite
--------------------	-------

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NBR. PART.	LIEU	Coût TOTAL
Tenue d'un processus de sélection	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Avoir de l'ambition pour faire rayonner le Québec sur la scène internationale - Martine Biron, ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine	Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	1	Virtuel	45 \$
Façonner l'IA féministe d'hier à aujourd'hui	Université du Québec à Montréal (UQAM)	1	Virtuel	0
RH-12 Mode DateTrack	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	1	Virtuel	0
«Ma maman rend une autre famille heureuse» - L'expérience des enfants de femmes porteuses au regard du projet de GPA de leur mère	Centre Urbanisation Culture et Institut national de la recherche scientifique (INRS)	1	Virtuel	0
RH-22 Dossiers des personnes - Volet responsable des dossiers	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	1	Virtuel	0
Processus de sélection particulier	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Publication d'emploi en affectation ou en mutation	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Organisation et gestion des séances adaptées	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Total				2 740 \$

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 63	Concernant l'accès à l'information: a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2022-2023. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2022-2023 c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2022-2023.

Réponse :

- A) Aucun effectif supplémentaire
- B) 1 demande reçue
- C) 1 demande répondue dans le délai prescrit

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS*
2^E GROUPE D'OPPOSITION
QUÉBEC SOLIDAIRE

*Aucune question adressée au Conseil du statut de la femme par le 2^e groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
3^E GROUPE D'OPPOSITION
PARTI QUÉBÉCOIS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3^E OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS
TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
75	Rencontres du bureau de la présidence
76	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
77	Différence entre les dépenses prévues et réelles
78	Effectifs par région
79	Organigramme
80	Mandats confiés au CSF
81	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
82	Comités sur lesquels siège le CSF
83	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux
84	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question 75

Concernant le bureau de la présidence du CSF :
a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du Conseil en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 20) à l'adresse : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 76	Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2022-2023.
-------------	---

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 77	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2022-2023.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 78

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années.
Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

Liste des effectifs en poste, ventilés par région 2022-2023

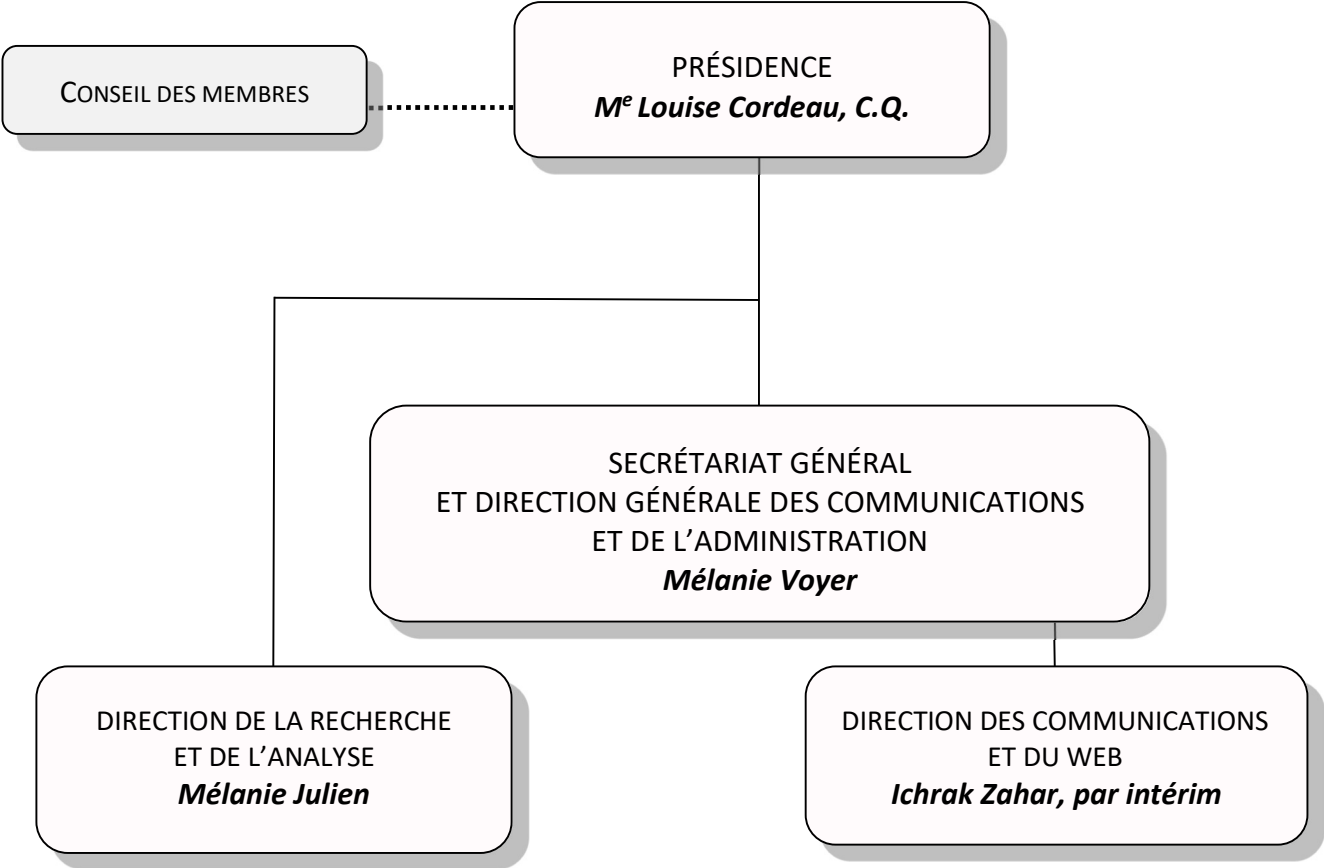
RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES*	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL**
Capitale-Nationale	2	16	6	1	25
Total	2	16	6	1	25

* Incluant une professionnelle occasionnelle

** Excluant la présidente

Question 79	Organigramme du CSF.
--------------------	----------------------

Réponse :



Question 80

Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2022-2023.

Réponse :

Mandat confié au CSF par la ministre responsable de la Condition féminine :

- Examiner les répercussions de la pénurie de place en service de garde sur les femmes.

Question **81**

Fournir, pour 2022-2023, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

b) Mémoires

- Mémoire sur le projet de loi n° 12 - *Loi portant sur la réforme du droit de la famille et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui*
- Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec

c) Études

- Portrait des Québécoises – Édition 2022 – Famille
- Étude Grossesses pour autrui : état de la situation au Québec
- Étude Femmes et sport : constats et enjeux
- Étude hostilité en ligne envers les femmes

d) Communications publiques

- Éditions numériques
 - o L'égalité à cœur – Un Québec fier de ses valeurs – 50^e anniversaire du Conseil du statut de la femme, dossier spécial sur l'engagement des neuf présidentes du CSF depuis 1973. 8 mars 2023 Journée internationale des droits des femmes
 - o Hostilité en ligne envers les femmes – édition spéciale pour les Journées d'action contre les violences faites aux femmes
 - o Le grand dossier Les femmes et la pandémie – mise à jour en continu, selon actualité et disponibilités des données présentes – en 22-23 publications de cinq nouvelles analyses.
- Quiz
 - o Les menstruations en sept questions
- Stratégie numérique multiplateforme
 - o Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- Magazine Gazette des femmes (GF)
 - o 9 éditions thématiques comprenant :
 - 9 mots de la rédaction
 - 9 illustrations
 - 43 articles
 - 5 chroniques
 - 6 « Cinq questions »

Question **82**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2022-2023.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2022-2023:

- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Comité aviseur de l'Observatoire québécois des inégalités
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité consultatif du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse Casgrain 2022
- Comité de suivi de l'action 4 du Plan d'action en matière d'intimidation et de cyberintimidation (MFA)
- Comité scientifique - sondage sur les obstacles à l'accès des postes de cadres de la fonction publique québécoise
- Comité de sélection de projets visant à contrer le harcèlement psychologique en milieu de travail
- Comité de révision de la grille d'évaluation des manuels scolaires (MEQ)
- Comité parité (PAEE) de la CDPDJ
- Comité de suivi de l'action sur l'hostilité en ligne visant les femmes
- Table de concertation interministérielle en commémoration

Renseignements particuliers		Étude des crédits 2023-2024
Question 83		Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Les bureaux régionaux sont fermés depuis 2015, cette question semble donc non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Q_{uestion} 84

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NBR. PART.	LIEU	COÛT TOTAL
Cyberimpact	Cyberimpact	3	Virtuel	0
Gestion hybride : adapter ses pratiques à la nouvelle réalité	Versalys - MEQ	1	Virtuel	0
Avenir de la Francophonie : modernité et pertinence par Louise Mushikiwabo	Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	1	Virtuel	40 \$
Formation cheffe d'équipe	École nationale d'administration publique (ENAP)	1	Virtuel	0
Pénurie de main-d'œuvre : l'occasion de repenser le service public?	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	0
Université féministe d'été	Université Laval	3	Virtuel	150 \$
Colloque - Parité et démocratie au municipal : l'une ne va pas sans l'autre!	Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)	1	Centre des congrès de Lévis	65 \$
Formation obligatoire sur la cyberdéfense	Brio	6	Virtuel	0
Formation à la rédaction épïcène	Office québécois de la langue française (OQLF)	1	Virtuel	0
Partage équitable des responsabilités familiales : Les défis des mères au foyer, travailleuses autonomes et aux horaires atypiques	Université d'Ottawa	1	Virtuel	0
Préparation à la retraite (PIPR)	Centre de service scolaire de la Capitale	3	Virtuel	900 \$
Webinaire - Travail hybride : comment mobiliser son équipe	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	275 \$

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 84	Suite
-------------	-------

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NBR. PART.	LIEU	Coût TOTAL
Médias sociaux - secteur public Optimisez vos messages et votre portée : utilisez les bonnes plateformes au bon moment	Événement Les affaires	1	Virtuel	645 \$
Partage équitable des responsabilités familiales : les défis pour les mères étudiantes et professeures d'université	Université d'Ottawa	1	Virtuel	0
Formation sur la sécurité psychologique	Secrétariat au Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Atelier de sensibilisation à la violence conjugale	Secrétariat au Conseil du trésor (SCT)	3	Virtuel	0
Les différents courants féministes	Francine Descarries	16	Virtuel	0
Congrès des professionnels-les de l'information	Fédération des milieux documentaire (FDM)	1	Centre Mont-Royal, Montréal	345 \$
Webinaire - Intelligence artificielle : enjeux et bénéfices pour une organisation publique	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	0
Partage équitable des responsabilités familiales : les défis pour les mères élues	Université d'Ottawa	1	Virtuel	0
Briser le silence sur les violences obstétricales et gynécologiques : documenter les discriminations sexistes	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1	Virtuel	0
Webinaire - Innovation : une culture à instaurer dans les administrations publiques	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	5	Virtuel	275 \$
Formation éthique (sécurité psychologique)	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	22	Virtuel	0
Introduction à la Solution de dotation en ligne	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Le procès du sexisme	Haut Conseil à l'égalité (HCE)	1	Virtuel	0

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 84	Suite
--------------------	-------

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NBR. PART.	LIEU	Coût TOTAL
Introduction à la Solution gouvernementale d'informatisation des examens (SGIE)	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Tenue d'un processus de sélection	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Avoir de l'ambition pour faire rayonner le Québec sur la scène internationale - Martine Biron, ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine	Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	1	Virtuel	45 \$
Façonner l'IA féministe d'hier à aujourd'hui	Université du Québec à Montréal (UQAM)	1	Virtuel	0
RH-12 Mode DateTrack	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	1	Virtuel	0
«Ma maman rend une autre famille heureuse» - L'expérience des enfants de femmes porteuses au regard du projet de GPA de leur mère	Centre Urbanisation Culture et Institut national de la recherche scientifique (INRS)	1	Virtuel	0
RH-22 Dossiers des personnes - Volet responsable des dossiers	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	1	Virtuel	0
Processus de sélection particulier	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Publication d'emploi en affectation ou en mutation	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Organisation et gestion des séances adaptées	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	Virtuel	0
Total				2 740 \$

csf.gouv.qc.ca

**Conseil du statut
de la femme**

Québec

